

mêmes la plus grande somme de jouissances possibles. Des parents sans enfants, ou avec peu d'enfants, se rapprochent beaucoup du type des célibataires égoïstes. Ils n'ont plus cette excitation à l'épargne et aux sacrifices que développe la nécessité d'élever et d'établir une famille nombreuse.

Il est très remarquable, en effet, que notre état social produit deux résultats très différents. D'une part, les parents qui ont beaucoup d'enfants ont une situation très difficile, une vie de privations. Au contraire, ceux qui ont peu d'enfants ont une situation matériellement très heureuse ; ils peuvent se donner la plus grande somme d'aisance, se livrer aux plaisirs, mener en un mot une vie de célibataire.

Les enfants, de leur côté, habitués à compter beaucoup plus sur la dot que sur leur propre initiative, sont peu portés à se créer une situation indépendante soit en France soit à l'étranger ; ils sont entraînés de préférence vers les carrières administratives.

Pour refouler cette invasion, on multiplie les examens, mais c'est en vain, la foule devient cohue, et, pour pénétrer dans ces carrières, il faut se surmener. Et voilà le *surmenage dans les écoles*.

Ainsi toutes les causes invoquées par les économistes sortent impitoyablement d'une cause première et unique : la situation imposée à la famille par notre état social.

V

Cette diminution de la natalité en France est-elle un bien ou un mal ? Doit-on s'en réjouir ou s'en affliger ? Les économistes ne sont pas plus d'accord sur ce point que sur bien d'autres.

M. Maurice Block a soutenu, dans le *Journal des Débats* et dans la *Revue des Deux-Mondes*, que l'accroissement rapide d'un peuple est une cause de faiblesse, par suite de la pauvreté qui en résulte nécessairement. M. de Molinari a soutenu la même thèse dans le *Journal des Economistes*, qu'il dirige.

Les faits conduisent-ils à cette conclusion ?

D'abord, on ne voit pas que la stérilité profite à la France.

Si notre pays était entouré d'une muraille de Chine, ne laissant pénétrer aucun élément étranger, nous trouverions plus à l'aise sur un sol moins peuplé ; la diminution de la population augmenterait pour chacun la quantité des ressources naturelles et du travail disponible.

Mais les choses ne se passent point ainsi. Les vides creusés par notre stérilité sont aussitôt comblés par un afflux de population venant de l'étranger. La France est envahie par infiltration par tous ses voisins, Belges, Allemands, Suisses, Italiens, Basques d'Espagne, et elle l'est de plus en plus.

En 1851, on comptait 379,000 étrangers ; en 1861, 499,000 ; en 1872, 799,000 ; en 1876, 801,000 ; en 1881, 1,001,100, soit un étranger pour 73 Français.

"C'est un fait important, dit M. de Foville, que cette rapide pénétration de l'élément étranger dans une population qui, sans ces renforts extérieurs, serait presque stationnaire."

La France est le pays où l'émigration est la plus faible et l'immigration la plus forte.

Les partisans de la stérilité savent cela ; mais loin de s'en effrayer, ils s'en applaudissent, parce que, disent-ils, c'est une économie pour la France, qui reçoit ainsi des travailleurs dont elle n'a pas eu à payer les frais d'éducation.

"Supposons, dit M. de Molinari, qu'au lieu d'importer ce million de travailleurs adultes, qui sont venus combler le déficit de sa population, la France les eût élevés elle-même : que lui auraient-ils coûté ? Pour obtenir un million d'hommes âgés de vingt ans, il faut mettre au monde environ 1,300,000 enfants. Or veut-on savoir ce que coûte en moyenne l'élève et l'éducation d'un million d'adultes : 3 milliards 500 millions. C'est d'once une somme de 3 milliards et demi que la France a épargnée en important des travailleurs tout élevés au lieu de les élever elle-même, et cette épargne n'a-t-elle pas contribué pour sa bonne part à l'expansion de la richesse publique et privée ? N'est-il pas évident que si la France avait reçu *gratis* des pays avoisinants un million de bœufs, destinés à pourvoir à l'insuffisance de sa production herbagère, elle aurait bénéficié de toute la dépense faite en Belgique, en Suisse, etc., pour les élever et les amener à l'état productif ?"